

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 12 juin 2017

En marche arrière toute

Macron va l'avoir, son Assemblée prête à lui lécher les bottes de « marcheur » ! Depuis dimanche soir, les médias tournent en boucle sur le « scrutin historique ». Le plus historique restant encore l'abstention (51,29 %). De sorte que le « raz-de-marée » prévu de La République en marche ! à l'Assemblée nationale n'est obtenu qu'avec 6,39 millions de voix (un peu plus de 13 % des inscrits), soit 2,27 millions de voix de moins que Macron au premier tour de l'élection présidentielle. Et c'est fort de ce tsunami d'opérette que Macron veut partir en marche guerrière contre les droits des travailleurs à coups d'ordonnances devant être ratifiées dès septembre.

En marche pour nous piétiner

Car, maintenant que le cirque électoral est quasiment derrière nous, les choses sérieuses commencent. Les ordonnances de Macron, c'est la loi Travail puissance dix ! D'après l'avant-goût donné par la presse :

- S'aligner sur ce qui est « négocié » là où le rapport de forces est le plus favorable au patronat en donnant la priorité aux accords d'entreprise.

- Faciliter encore plus les licenciements et revoir à la baisse le CDI.

- Augmentation du délai de recours au Prud'hommes et plafonnement des indemnités pour licenciement abusif.

- Augmenter encore les possibilités de recours aux CDD et à l'intérim.

- Référendums lancés par le patron dans l'entreprise afin de faire passer plus facilement des « accords » sous la menace du chantage.

Et bien d'autres choses encore, dont l'augmentation déjà annoncée de la CSG de 1,7 point, qui pèsera surtout sur les retraités.

Cette guerre sociale qui nous est déclarée, le patronat la mène déjà. C'est elle qu'on mène à l'encontre des travailleurs de GM&S, sous-traitant de PSA et de Renault, pour lesquels, contrairement aux promesses gouvernementales, aucun repreneur ne s'est présenté. C'est cette guerre qui est menée partout où on supprime des postes et où on licencie : Engie, Ford, Tati, Mim, Vivarte, Whirlpool et bien d'autres... Si le gouvernement veut porter l'estocade au niveau national, c'est en espérant paralyser notre réaction devant l'ampleur de l'attaque.

Quelle réponse ? Elle se jouera dans la rue, pas à l'Assemblée

Les marchands d'illusions électorales qui prétendent incarner « l'opposition » n'ont plus grand-chose à nous proposer. Le FN n'est d'ailleurs « opposant » à rien du tout : en distillant son venin raciste, il divise notre camp social et sert le patronat.

Du côté de la France insoumise de Mélenchon, on en a vendu beaucoup, des illusions : une « majorité insoumise » à l'Assemblée, imposer la « cohabitation » à Macron et « s'économiser des kilomètres de manifestation ». Brillante analyse... Non, on ne fera pas l'économie des grèves et des manifestations, et certainement pas pour leur préférer le bulletin de vote qui – on l'a vu lors du dernier scrutin – est bien impuissant face au rouleau compresseur patronal.

Quant aux confédérations syndicales, certaines d'entre elles font mine de s'indigner devant les « fuites » de la presse concernant le contenu des ordonnances Macron, dont elles n'ont pas eu vent lors des réunions où le gouvernement les a convoquées. Sont-elles naïves au point de croire à la loyauté d'un tel gouvernement ? Une indignation très mesurée, puisque cela ne change rien au processus bidon de cette « concertation » à sens unique.

On ne négocie pas le poids de nos chaînes : on les brise. Tel doit être notre leitmotiv à nous autres travailleurs si nous ne voulons pas nous faire avaler tout cru dans la période à venir. Dans cette société, nous produisons tout, si nous entrons en lutte notre force est immense et est susceptible de renverser la table où on « discute » notre avenir qu'on nous promet des plus sombres.

Des salariés chauffé à blanc

C'est le retour de l'été avec les sempiternels problèmes de clim. Au CY21 où les collègues prestas sont regroupés, c'est la clim qui a lâché avec pour conséquence des températures intenable. Au B8 après des années de plaintes, la direction a fini par effectuer les travaux mais elle n'a décidé d'augmenter la puissance de clim qu'à partir de S22 ! Pour éviter la surchauffe, il ne nous reste plus qu'à lever le pied...

Un bon début

Vendredi dernier à La Garenne, 120 à 130 salariés se sont rassemblés devant les portes du site à l'appel des syndicats CFDT et GCT. Sujet à l'ordre du jour : le mauvais plan de la direction de les envoyer tous à Poissy pôle tertiaire et Carrières à la rentrée 2018. Chose qu'une grande partie des salariés ne trouvent pas vraiment acceptable. Se rassembler pour signifier cela à la direction est une excellente initiative et il faudra que cela se renouvelle et s'amplifie !

Un trône pour deux

Dans les aménagements que la direction réserve au pôle tertiaire, outre le manque de surface criant, il n'y aurait pas même assez de toilettes. Il en manquerait plus d'une centaine, pour satisfaire à la législation... et a fortiori à nos besoins.

Quel dommage ! La direction ne pourra pas les décompter dans les places assises disponibles comme elle ose le faire pour les salles de réunion et autre pour masquer qu'elle ne prévoit que 8 postes de travail pour 10 salariés.

Les coups tordus de Renault et PSA

Les salariés du fournisseur automobile GM&S à La Souterraine, menacés depuis des mois par la fermeture du site, ont encore pu constater que les promesses des politiciens n'engagent que ceux qui y croient... et encore uniquement avant les élections ! Le 21 mai, un communiqué de Bruno Le Maire affirmait que Renault et PSA allaient augmenter leurs commandes pour sauver le site.

Jeudi dernier, Emmanuel Macron interpellé directement par les salariés leur a répondu qu'il « n'était pas le père Noël ». Au moins, c'est clair, il ne faut s'attendre à aucun cadeau de la part du gouvernement et des patrons.

La température monte chez PSA

En ce moment les débrayages se succèdent sur de nombreux sites, contre les séances supplémentaires et leur non-paiement, rendu possible par les accords de « compétitivité ». A Rennes, deux débrayages de plus d'une centaine d'ouvriers contre les samedis gratuits et le travail les jours fériés ont eu lieu fin mai, à Borny par leur mobilisation, les salariés ont réussi à se faire

payer le lundi de Pentecôte en jour férié et les prochains samedis en individuel, à Sevelnord, suite à des débrayages, la direction paye également la Pentecôte en férié. Vendredi dernier à Sochaux, une séance H+ prévue pour le lendemain a été annulée suite à des débrayages dénonçant la flexibilité des nouveaux horaires.

PSA organise le sous-effectif et met la pression sur les salariés qui restent : une manière efficace de récolter un peu partout notre colère.

À Malte, Renault et PSA s'assurent des impôts optimaux

Grâce à un montage financier, Renault et PSA ont respectivement « optimisé » 62 millions et 57 millions d'euros d'impôts en domiciliant leurs activités d'assurance à Malte. Cet argent provient de notre travail ou du porte-monnaie des clients, et les actionnaires usent de toutes les magouilles pour ne pas en perdre une miette et « optimiser » leurs bénéfices..

Mais les riches et leurs politiciens n'hésitent jamais à dénoncer les soi-disant fonctionnaires fainéants, les chômeurs « fraudeurs » et des migrants « assistés ».

Les patrons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît !

Les mauvais plans d'Altran :

Le groupe Altran vient d'annoncer à ses ingénieurs du site d'Orvault qu'ils sont « trop nombreux » et leur propose donc un « plan de départ volontaire ». Pour la centaine de salariés du site, majoritairement des anciens d'Alcatel, réscapés de la vague de licenciements qui avait accompagné la cession du site à Altran en 2013, c'est bel et bien un nouveau plan social qui commence.

Dans les usines comme dans les bureaux d'ingénierie, les patrons multiplient les licenciements et les fermetures de sites avec l'aide des politiciens qui proposent des reprises bidons.

Un OPEL à résistance

Interrogé par un journal allemand au sujet du rachat d'OPEL et concernant une question sur l'avenir des sites et de l'emploi Tavares ne s'engage surtout pas. La seule protection pour les salariés c'est « la rentabilité » se répand-t-il dans l'article. La garantie de monnaies sonantes et trébuchantes pour la poche des actionnaires sans doute ?

Faites ce que je dis, pas ce que je fais

Alors que François Bayrou, ministre de la Justice et président du MoDem est en pleine préparation d'un projet de loi de moralisation de la vie publique, voilà qu'en plus du ministre Ferrand, des révélations accusent plusieurs élus MoDem au Parlement européen de détournement de fonds au profit de leur parti.

Le nouveau politique à la Macron c'est le rachat de vieux politiciens de la droite et du PS, et les bonnes vieilles combines agrémentées de corruption.

